Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 120 (1975)
Heft: 6

Artikel: Philosophie de trois guerres [fin]
Autor: Schneider, Fernand-Thiébaut
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-343950

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 05.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Philosophie de trois guerres

(Suite et fin)

CONCLUSION GÉNÉRALE

Au cours de notre étude nous n'avons évoqué que « quelques aspects d'entre les aspects » — pour parler comme les conteurs arabes — de la longue période des « trois guerres » étudiées. Il s'agit là de cent années environ de la tragique histoire de notre Europe, victime de ses divisions internes, intervenues depuis la date mémorable de 732, instant éphémère d'une union alors victorieuse face au grand danger commun. Dans cette longue évolution, trois Etats du continent se sont affrontés tragiquement et ont perdu, du fait de leurs successifs affrontements, leur rang de grandes puissances, ayant dû avoir recours, au cours des deux guerres mondiales, à un grand pays extérieur au continent, l'Amérique qui, dès 1918, devait en quelque sorte assurer la relève de cette ancienne grande nation, l'Autriche des Habsbourg, éliminée comme telle de la carte mondiale par des vainqueurs qui n'avaient pas su dominer leur victoire.

Puis, au cours de la plus grande déflagration de l'Histoire, provoquée par la volonté de puissance d'un génial aventurier, non freinée à temps par une France et une Grande-Bretagne désunies, une deuxième intervention des Etats-Unis aboutit, par la force des choses, à une victoire spécifiquement américaine. Malheureusement, cette première nation d'Occident et du monde ne sut pas davantage maîtriser sa victoire, ni imposer à un univers « à recréer », selon la juste remarque de Dean Acheson, une « Pax americana » qui eût assuré à l'ensemble de l'humanité, outre les bénéfices d'une technique avancée, son plein épanouissement.

Bien mieux, le président Roosevelt a commis une faute lourde de conséquences en reconnaissant comme son interlocuteur égal, en février 1945 à Yalta, son allié Staline, qui avait pu, grâce à l'aide américaine d'ailleurs, neutraliser l'Allemagne, avant les débarquements alliés en Afrique du Nord et en France. Ce fut là l'origine de cette « dyarchie des deux Grands », dont la fin marquera dans l'Histoire celle de la période dominée par les trois guerres évoquées dans notre étude.

Mais, pour bien caractériser cette longue époque d'une centaine d'années, il est bon de passer rapidement en revue le rôle et l'évolution de chacun de ces cinq pays dont le comportement, en bien ou en mal, a façonné ou préparé l'Europe et le monde d'aujourd'hui et de demain.

La France, au cours de cette période, a tantôt bénéficié, tantôt souffert de ce « miracle » français, ce rassemblement de toutes ses provinces, qui, jadis léguées par la royauté à la République, avaient formé la nation une et indivisible.

Et, nous l'avons constaté, c'est l'atteinte portée par Bismarck à l'intégrité française qui, au lendemain de 1871, créa cette pomme de discorde permanente que fut l'Alsace-Lorraine, entre deux Etats pourtant si proches l'un de l'autre. Or, si le conflit franco-allemand avait pu, sans cette sottise du siècle, se terminer amicalement comme celui de 1866 entre l'Autriche et la Prusse, ce passif de 1871 a finalement entraîné, par ses conséquences, les deux conflits mondiaux.

Certes, la France a retrouvé son intégrité territoriale. Mais elle souffre encore de cette notion d'une souveraineté une et indivisible qui, non seulement s'oppose à toute cession de son patrimoine national, mais même d'un abandon d'une fraction de son pouvoir étatique au profit d'une entité supérieure, telle l'Europe. C'est le concept de Bodin, l'un de ces légistes qui firent la grandeur des rois de France, qui s'impose encore à bien des hommes politiques français. « Est aut non est », disait cet expert, dont l'enseignement avait définitivement soumis les grands féodaux à l'autorité suprême, intangible, du souverain, qui puisait dans l'héritage intellectuel romain la source de sa puissance.

Et, comme s'il s'était trompé de siècle, le général de Gaulle proclamait à son tour le même principe. Il rattachait la puissance à l'Etat national, plutôt qu'à une certaine Europe. Car il affirmait que la France risquait d'être « effacée en tant que nation » dans le processus de l'intégration atlantique ou européenne.

Certes, la France a eu par ailleurs de grands « Européens » à sa tête. Et d'abord Robert Schuman et Jean Monnet. Le premier, qui avait fait ses études en Allemagne, avait puisé dans l'enseignement de ses maîtres la notion d'une souveraineté « à deux étages », par laquelle se réalisait l'unité allemande. « Nach unten Herr, nach oben Untertan », comme l'affirmaient les professeurs de droit constitutionnel du Reich, Etat fédéral.

Il était donc tout naturellement acquis à l'idée supra-nationale, transposition au niveau européen envisagé par lui de la structure fédérale ou, pour le moins, confédérale. Il aimait autant sa grande Patrie rêvée que sa petite, dépassée dans sa structure unitaire par l'évolution en cours. Il réclamait cette mobilité des biens, des hommes et des idées qu'actuellement la France et l'Allemagne tentent de faire prévaloir dans leurs discussions avec l'Est.

Jean Monnet était parvenu aux mêmes conclusions par la voie de l'économie, qui tend à supprimer en quelque sorte ou du moins à franchir les frontières politiques nationales. Et le travail de l'équipe française fut soutenu par celui du chancelier Adenauer et du président du Conseil italien De Gasperi. Mais le mouvement fut freiné notamment, par le général de Gaulle. Quant à la Communauté Européenne de Défense (C.E.D.), pourtant conçue par la France, elle fut finalement rejetée par celle-ci, car l'opinion publique n'était pas encore mûre pour une telle réalisation. Et il est probable que nous ne verrons jamais une armée européenne. Toutefois, les rapports entre les différents appareils militaires, même après le dégagement français de l'OTAN, se sont fort heureusement sensiblement intensifiés ces temps derniers.

Et pourtant, longtemps contenue, l'idée européenne progressa sur les plans économique et politique et cette évolution semble entrer dans le cadre du « changement » prédit par le président Giscard d'Estaing. Elle est favorisée notamment par les excellentes relations entre le président français et le chancelier Helmut Schmidt. A vrai dire, même le général de Gaulle avait finalement admis cette évolution, si longtemps freinée par lui. Certes, il n'a pas été le grand président de cette Europe qu'il aurait dû être logiquement et qui aurait recueilli notamment les hommages des Allemands, alors décidés à voir se dissoudre en quelque sorte leur petite patrie dans une grande entité aux dimensions du continent.

Mais il y avait en de Gaulle deux hommes bien distincts. D'abord le doctrinaire théoriquement intransigeant mais aussi le chef pragmatique, qui décelait les réalités de l'heure et s'adaptait à elles, même si elles ne correspondaient pas à ses vues personnelles. C'est ainsi qu'après avoir critiqué toute intégration, il en était arrivé à parler d'une « Europe européenne », non définie par lui. Mais c'était là une pratique formule d'attente, qui lui permettait de « voir venir », c'est-à-dire de s'ajuster à une certaine évolution qu'il n'aimait pas, mais dont il entendait,

éventuellement, prendre la direction. Il avait suivi la même route vis-à-vis de l'O.N.U., traitée dédaigneusement de « machin », tournée en ridicule, puis finalement admise. C'est d'ailleurs cet esprit d'adaptation qui a fait dire à l'un de ses adversaires politiques que « le général de Gaulle a tout dit et le contraire ».

On ignore trop souvent ce pragmatisme de l'ancien chef d'Etat et la doctrine « gaullienne » a souvent été mal interprétée, voire déformée. C'est ainsi que, par exemple, l'on est parvenu à définir des thèses qui ont parfois fait du mal à la France, telle celle d'une défense « tous azimuts ». Comme si ce pays était menacé de toutes parts, par la Suisse, l'Espagne, le Portugal, pourquoi pas le Liechtenstein?

Quoi qu'il en soit, depuis quelques années la France — jadis l'Etat unitaire par excellence — s'adapte progressivement aux réalités européennes et atlantiques, tout en affirmant épisodiquement sa volonté d'indépendance, vigoureusement proclamée par ses responsables. A vrai dire, la progression sur les deux plans communautaires connaît des erreurs de parcours — tel le défi américain de 1971 — dont le gouvernement de Paris n'est pas forcément le responsable ou l'un des responsables. Ainsi donc l'Europe, préalable indispensable de l'ordre multipolaire mondial souhaitable, n'est plus freinée par les dirigeants français, qui apportent, au contraire, une sérieuse contribution à ce grand et urgent devenir. L'Allemagne, elle, est venue au même effort par des voies totalement différentes, comme nous l'avons constaté au cours de nos développements.

La République fédérale allemande, en effet, recueille en quelque sorte les grands rêves des Allemagnes des cent années écoulées depuis la fondation solennelle, à Versailles, du Reich bismarckien.

Nos voisins, au cours du XXe siècle surtout, ont toujours voulu se réaliser dans une grande entité, car leurs ancêtres avaient trop souffert de cette « Vielstaaterei » du passé, alors que la France était parvenue très tôt à une réelle grandeur nationale, par l'œuvre d'intégration progressive de ses rois, confirmée par le peuple devenu souverain sous la République.

Et c'est d'ailleurs le souffle de liberté émanant de la France républicaine qui — comme en témoigne Gœthe dans « Hermann und Dorothea — enflamma l'Allemagne voisine et fit naître par la suite, lorsque l'Aigle fut « vaincu par sa conquête » la grande aspiration à l'unité allemande. A vrai dire, celle-ci aurait pu prendre la voie libérale,

préconisée par von Gagern. C'est finalement la prussienne, celle de Bismarck, qui triompha après la guerre franco-allemande. Mais l'Allemagne de Guillaume II ne s'en tenait pas là. Nous avons vu comment des doctrines néfastes, dont fut victime Betmann-Hollweg, avait suscité en Allemagne une volonté de puissance démesurée, stimulée et comme justifiée par la croyance en une nuance qui, en réalité, n'existait pas. D'où cette première guerre mondiale, qui aboutit à une amputation du Reich et à cette désastreuse élimination de l'Autriche impériale, et, avec elle, celle d'une certaine Europe du Milieu, l'un des piliers de l'ancien équilibre du continent.

Puis, avec l'avènement d'Hitler, une nouvelle idée de l'Allemagne et de son « Lebensraum », cet espace vital d'ailleurs mal défini, conduisit l'Allemagne et l'Europe à une nouvelle déflagration mondiale. Et celle-ci a abouti à la division de l'ancien Reich et du continent. Et pourtant la traditionnelle aspiration à un grand devenir a persisté à travers les épreuves subies. Les Allemands, à peine redevenus eux-mêmes dans le cadre réduit de la R.F.A., ont repris leur rêve de toujours. Et la grande entité dans laquelle ils ont cru, une fois de plus, trouver leur épanouissement au niveau supérieur a été, en quelque sorte tout naturellement, l'Europe, une Europe fédérale ou confédérale avec des institutions européennes. S'ils ont été profondément déçus par le rejet, par la France, de la C.E.D., ils ont profondément approuvé la Communauté du Charbon et de l'Acier, considérée par eux comme la première ébauche de cette communauté politique qui, institutionnellement, devait assurer le bonheur de tous leurs voisins du continent, de leurs voisins occidentaux d'abord.

Le chancelier Adenauer, à ce point de vue, était soutenu par la grande majorité de ses concitoyens. Une autre intégration, bien que ne recueillant pas d'emblée la même quasi-unanimité, ce fut l'OTAN. Et, par-delà l'OTAN, la solidarité euraméricaine. Certes, celle-ci a connu des hauts et des bas. En particulier, le défi américain de 1971 a été douloureusement ressenti en Allemagne fédérale. Par ailleurs, la population de celle-ci a longtemps vécu dans l'attente de la réunion de l'Allemagne totale. Et c'est avec cette arrière-pensée que certains hommes d'Etat de Bonn ont entamé les négociations avec l'Allemagne de l'Est et avec la Russie. Il faut même reconnaître que le chancelier Brandt, afin de parvenir à des accords Est-Ouest et interallemands, a consenti bien des concessions à ses interlocuteurs orientaux.

A vrai dire, le magnifique essor économique de la R.F.A. a redonné à l'Allemagne de l'Ouest, en dépit du passif de 1945, du statut inférieur dans l'OTAN — qui lui refuse la capacité nucléaire militaire — a retrouvé un standing égal à celui de ses associés anglais et français sur les plans européen et mondial.

On lui reproche parfois un trop grand rapprochement des Etats-Unis, en France notamment. Mais, d'une part, la R.F.A. est trop liée à l'Amérique pour sa défense. Et, sur le plan politique, elle ne veut pas rester seule. Contrairement à certaines convictions françaises, l'intégration est, pour elle, comme un réflexe. Pour elle, la temporaire réunion de 732 à Poitiers est comme un symbole historique et cette date, rarement citée en France, l'est couramment en R.F.A.. Comme si nos voisins voulaient ressusciter pour les années quatre-vingts et définitivement cette mémorable union de l'Occident.

En attendant, le chancelier Helmut Schmidt cultive l'amitié germano-américaine, d'autant plus que le comportement de l'Allemagne dans l'actuelle période d'inflation faisait d'elle l'interlocuteur valable des Etats-Unis, en proie, eux aussi, à des difficultés sur les marchés mondiaux.

Mais, tout compte fait, l'amitié franco-allemande pratiquée par le président français et le chancelier fédéral rend possibles les discussions utiles sur les plans euraméricain et européen, en dépit des réserves formulées vis-à-vis de la C.E.E. par la Grande-Bretagne.

Certes, l'*Angleterre*, sous la direction de M. Heath, a adhéré à cette Communauté des Six, vis-à-vis de laquelle elle formule maintenant des réserves, en attendant cette consultation populaire qui doit décider de son appartenance ou de son départ de l'organisation. Et cette position montre que le peuple britannique a du mal à se détacher d'un passé national vraiment révolu.

En effet, l'histoire de la Grande-Bretagne, avant la deuxième guerre mondiale, reposait sur ces trois données fondamentales: l'insularité, la flotte qui dominait alors les océans, l'Empire, désormais devenu un pur souvenir incarné encore par les périodiques réunions des derniers membres du Commonwealth.

Or, l'insularité britannique elle-même n'était valable qu'appuyée par la première flotte du monde, du temps où celle-ci dominait les mers, toutes les mers et complétait l'omniprésence d'un Empire, sur lequel le soleil ne se couchait pas. Et grâce à ces trois éléments de base, le

Royaume-Uni était vraiment la puissance mondiale caractérisée. Mais deux des trois composantes de celle-ci ayant disparu, l'Angleterre aurait tout intérêt à s'intégrer à une Europe institutionnelle, dans laquelle elle redeviendrait la grande nation qu'elle a été, mais qu'elle ne saurait plus être qu'au niveau supérieur. Car, sans cette appartenance à une entité fédérale ou confédérale, elle ne sera jamais... qu'une île. Et ce n'est que par cette Europe encore en gestation, plutôt que par une solidarité anglo-saxonne qui ne lui réserverait que cette modeste place de second qu'incarnait Churchill à Yalta, qu'elle pourrait être efficacement associée sur un plan d'égalité à l'Amérique. Mais quel a été le rôle de cette dernière dans l'ordre ancien et quel sera-t-il dans celui d'un monde multipolaire qui, normalement, doit succéder à la longue période des trois guerres et assurer la relève de la dyarchie des deux Grands, dépassée?

Les *Etats-Unis*, nous l'avons constaté, n'ont pas su accomplir leur mission de recréer un monde retourné politiquement à l'état de chaos à la suite des perturbations de la deuxième guerre mondiale. Ils n'ont pas su établir cette paix générale qu'il incombait à la première nation de l'univers d'instaurer dans une société à régénérer.

Certes, l'Amérique n'a pas trouvé de partenaire égal pour remplir sa tâche. Et c'est bien à tort que l'Union soviétique a été considérée à Yalta comme l'interlocuteur valable. En fait, dans un premier temps, elle aurait dû agir seule, puis offrir son « partnership » à ses alliés, à l'Europe notamment, après avoir aidé — généreusement d'ailleurs — celle-ci à retrouver sa force économique d'antan.

Les maîtres de la Maison-Blanche ont d'ailleurs souvent manqué de psychologie et leur entourage n'avait pas cette longue tradition de la diplomatie que connaissent les nations anciennes. D'où ces erreurs que nous avons reconnues au cours de notre étude. Déjà au lendemain de la première guerre mondiale l'Amérique a ignoré totalement les données d'une Europe dans laquelle elle devait jouer un rôle, alors qu'elle n'avait même pas participé à l'élaboration finale du Traité de Versailles. Or, ce dernier aurait dû être une œuvre euraméricaine, puisque les Etats-Unis avaient été l'un des artisans de la victoire. La Maison-Blanche a éconduit la France, lorsque celle-ci a voulu attirer l'attention de son ancienne alliée sur les conséquences possibles de la remilitarisation de la Rhénanie par Hitler.

Elle a manqué de nouveau de psychologie lors du règlement du problème chinois, qui aurait dû donner lieu à un heureux compromis entre les partisans de Mao et ceux de Tchang Kaï-Chek.

Par contre, ayant reconnu l'U.R.S.S. comme son égale, elle a favorisé l'ascension russe, traduite finalement par l'annexion, par Moscou, des actuels satellites. D'où une puissance soviétique accentuée par un surarmement classique et nucléaire, par la mise sur pied d'un flotte moderne; la « dyarchie soviéto-américaine » sortait inévitablement de cette force nouvelle. Car on ne discute qu'entre égaux et la Russie était devenue, déjà à l'époque de l'incident de Cuba, la seule égale de l'Amérique.

L'*Union soviétique* a incontestablement usurpé, à l'origine, son rang de « Grand ». Mais elle l'a finalement acquis. C'est donc la dyarchie Russie-Amérique qui a dominé, aux heures de crise, l'histoire de l'après-guerre. Et c'est actuellement cette prédominance des deux Grands qui est remise en cause. D'une part, par l'Amérique elle-même, lasse d'être tributaire de la bonne volonté de son partenaire obligé; de l'autre, par les Etats européens atlantiques, désireux de retrouver leur audience d'antan. Enfin, même les bénéficiaires de l'aide russe estiment l'emprise subie de ce fait trop lourde. Et des réactions étonnantes, contre une certaine présence soviétique, ont marqué les relations entre Moscou et ses « protégés » pendant les années soixante et soixante-dix. Le Ghana, la Guinée, le Zaïre, par exemple, ont expulsé — sans même observer parfois les formes de la plus élémentaire courtoisie diplomatique — les représentants de l'U.R.S.S. Et, en dernier lieu, le président Sadate a renvoyé à Moscou les quelque 20 000 « conseillers » rouges mis à sa disposition.

Par ailleurs, l'Union soviétique a besoin du concours des Occidentaux pour rattraper son retard technologique dans bien des domaines. Enfin, dans le monde libre, l'invasion de la Tchécoslovaquie a jeté le trouble dans l'esprit de bien des communistes sincères et certains P.C. ont protesté officiellement contre l'étouffement du printemps de Prague. Les publications de divers écrivains soviétiques ont, en outre, fait connaître non sans risques pour certains d'entre eux, surveillés ou détenus, les aspects barbares de la dictature communiste.

Dans ces conditions, la Russie se trouve actuellement dans une situation quelque peu paradoxale: d'une part, elle reste la puissance

mondiale la plus forte après les Etats-Unis, qui ne supportent qu'à regret ce « partnership ». De l'autre, elle est contestée largement, tant par une opposition intérieure grandissante, bien que contenue brutalement, que par les pays du tiers monde à qui elle accorde son aide. Dans ces conditions il semble qu'un ordre nouveau, multipolaire, s'impose pour le bien du monde. Mais quel pourrait être cet ordre, envisagé notamment par M. Kissinger, sous la forme d'une « Pentarchie » qui grouperait, outre les actuels deux Grands, une certaine Europe, le Japon et la Chine? Ou, au contraire, un tel équilibre devrait-il résulter d'une collaboration au sommet d'autres pays ou groupements de pays parvenus — ou susceptibles de parvenir — au niveau des Etats-Unis et de l'Union soviétique?

C'est sur cette question d'une sorte de « *polyarchie* » que nous conclurons notre étude. Car nous sommes déjà en période de mutation. La dyarchie soviéto-américaine est dépassée par l'évolution en cours. Les Etats-Unis, en effet, n'ont plus la position de force qu'ils détenaient en 1945. N'ayant pas su établir « leur » paix dans le monde, incapables de gagner la guerre au Vietnam, ils sont fréquemment mis en échec à l'ONU par tous ces jeunes Etats récemment parvenus à l'indépendance et dont les représentants disposent à Manhattan d'une voie égale à celle des USA, de la France ou de l'Angleterre et s'y exercent ainsi à bon compte à la « Grosspolitik » aux dépens de ces derniers. Et, en Amérique même, la Maison-Blanche ne dirige plus comme jadis l'O.E.A.

Dans ces conditions, le gouvernement du monde par les deux Grands se trouve mis en cause. Et ainsi se termine virtuellement cette longue période d'Histoire que nous appellerons celle des « trois guerres » et des conséquences directes de celles-ci.

Mais la question se pose de savoir sur quels piliers reposera le nouvel équilibre d'un ordre mondial multipolaire. Déjà M. Kissinger a abandonné, semble-t-il, son idée de la « Pentarchie ». Car les nations en cause comme potentiels « nouveaux Grands » n'ont pas encore réalisé la puissance nécessaire à leur rôle géopolitique et géostratégique. Et d'abord une certaine Europe n'a pas été capable de devenir vraiment elle-même institutionnellement. Vis-à-vis de l'Amérique, lors du fameux défi de 1971, elle s'est présentée en ordre dispersé et depuis elle semble naître difficilement dans les douleurs de l'enfantement. Le Japon, pour sa part, malgré son remarquable essor économique, est victime de son

manque de matières premières. Il est à la merci de ses fournisseurs et il est en position délicate, entre l'immense Chine non encore développée et l'Union soviétique, son ennemi numéro un, à cause de la menace que représente la force militaire russe.

Par ailleurs, d'autres forces que l'opposition Est-Ouest jouent actuellement dans un monde nouveau en gestation. Des conflits Nord-Sud, des différends entre pays industrialisés et pays fournisseurs de pétrole ou de matières premières, des mouvements antiraciaux, allant parfois jusqu'au génocide, des troubles sociaux ou politiques ravagent l'univers et empêchent parfois toute prospective vers l'avenir même proche. Des nations s'affirment brusquement comme impériales, tel l'Iran, susceptible de se classer prochainement parmi ces « Grands » dont rêve M. Kissinger.

Bref, au terme de notre étude, nous sommes bien obligé de conclure que, si la période évoquée a bien pris fin, si trente ans après Yalta les conséquences de cet accord de dupes conclu par Roosevelt sont bien révolues, nous sommes incapables, en cette année 1975, de définir le concert des nations qui, demain, doit régir le monde et y faire régner une vie générale meilleure.

Une seule certitude s'impose cependant à nos esprits: l'urgence de la mise sur pied d'une Europe institutionnelle, appelée à devenir l'un des piliers de cette « Polyarchie » indispensable, non encore définie, mais que nous devons appeler de tous nos vœux.

Colonel Fernand-Thiébaut SCHNEIDER